

## APRÈS LA POLICE

## La protesta gagne les pompiers

**Les agents de la Protection civile emboîtent le pas aux éléments des URS en projetant de tenir un rassemblement national avec, comme revendication phare, le départ de leur premier responsable, le colonel Mustapha El Habiri.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** En effet, les pompiers, du moins ceux activant au sein de la Fédération nationale des agents de la Protection civile se mettent, eux aussi de la symphonie contestataire. Il s'agit, en fait, de la reprise de la contestation et de la remise au goût du jour de leur plateforme de revendications, riche de 19 points, comme leurs collègues des URS.

Selon le porte-parole de cette fédération relevant du Snapap (aile Malaoui), il s'agira d'un rassemblement national prévu la fin de la première semaine du mois de novembre prochain au niveau de la Direction générale de la Protection civile sise à Hydra, sur les hauteurs de la capitale. Un sit-in, à l'occasion duquel il sera ques-

tion, affirme Mourad Tchiko, «d'exiger le départ de notre directeur général et le gel du statut particulier du corps dont nous revendiquons la revue avec association des vrais représentants des éléments de la corporation». Deux points «non négociables», estime notre interlocuteur, qui tient à préciser que pour ce faire, un «crochet» du côté du Palais présidentiel, à El Mouradia, comme les éléments des URS, «n'est pas exclu pour nous en remettre au Premier magistrat du pays».

Et aux côtés de ces deux points pivots figurant à son tout début, trône le reste des revendications de cette plateforme qui ont trait à l'aspect socioprofessionnel dans toutes ses facettes. Dont, un salai-



Les pompiers veulent le départ de leur DG.

re minimum de 55 000 dinars, l'augmentation du salaire de base de 100%, la prise en charge des éléments atteints de maladies chroniques et victimes d'accidents

de travail et ceux décédés et leurs familles, des facilités dans le bénéfice du logement dans une année à partir du dépôt de la demande y afférente, la comptabilisation des

heures supplémentaires (80) à partir de 2004, même pour les agents partis à la retraite, une prime de repos psychologique et physique pour les retraités avec effet rétroactif à partir de 2004, une autre prime pour la femme au foyer de l'ordre de 18 000 DA, une retraite à 25 ans, la réhabilitation des cadres et compétences victimes de marginalisation.

Les agents de la Protection civile réclament également le respect et la liberté de l'activité syndicale conformément aux accords internationaux et la législation nationale, la cessation immédiate de la hogra, l'injustice et les sanctions arbitraires et l'association des agents dans le choix de leurs représentants dans les différentes instances : commissions, œuvres sociales, la mutualité et les conseils.

M. K.

## CHANGEMENTS À LA DGSN

## Benaini à la place de Boufellaga à la Sûreté de wilaya d'Alger

Les premières mesures disciplinaires ayant suivi la contestation des éléments de la Sûreté nationale, notamment ceux des Unités républicaines de sécurité (URS), n'ont pas tardé à voir le jour.

Noureddine Boufellaga n'est plus chef de Sûreté de wilaya d'Alger. Il est remplacé à titre temporaire par son adjoint, Noureddine Berrachedi, en attendant la nomination à son poste par l'actuel chef de Sûreté de wilaya de Constantine, M. Benaini.

Ce dernier, faut-il le rappeler, avait occupé dans un passé récent le poste d'adjoint de chef de sûreté de wilaya, avant qu'il ne soit promu à la tête de la Sûreté de wilaya de Constantine.

L'autre changement opéré au niveau de la Sûreté de wilaya d'Alger et plus précisément à la tête de l'état-major concerne la nomination de Lyès Berroui. Jeune universitaire, Lyès Berroui ayant le grade de commissaire divisionnaire, avait déjà occupé ce poste de responsabilité à l'époque de feu Ali Tounsi. On apprend également que Mohamed Houalef n'assure plus la responsabilité d'inspecteur général de la Sûreté nationale. Selon des sources concordantes, ce «très proche» du directeur général de la Sûreté nationale aurait été mis en «congé spécial», sur décision du premier responsable de cette institution.

Notons que ces changements opérés à la tête de plusieurs structures de la Sûreté nationale sont intervenus à la veille d'une réunion du gouvernement où la question des revendications des policiers protestataires était inscrite à l'ordre du jour.

A. Bettache

## ABDELGHANI HAMEL A PARTICIPÉ À LA RÉUNION INTERMINISTÉRIELLE

## Le gouvernement approuve les revendications

## socioprofessionnelles des policiers

**La réunion interministérielle, présidée hier dimanche, par Abdelmalek Sellal, s'est soldée par la satisfaction de la majorité des revendications socioprofessionnelles des policiers contestataires. Le DGSN Abdelghani Hamel y a pris part.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -** Sauf que les deux premières revendications des forces anti-émeutes qui ont marché à Ghardaïa, puis à Alger, à savoir le départ du DGSN Abdelghani Hamel et la création d'un syndicat autonome, n'ont même pas été à l'ordre du jour.

Bien au contraire, le patron de la police a assisté à ladite rencontre interminis-

térielle, selon nos sources. C'est plutôt les revendications socioprofessionnelles les plus urgentes qui ont été abordées. Ainsi, il a été procédé à l'approbation du principe de la révision de la grille de salaires avec aussi la revalorisation de la prime de zone et autres indemnités qui seront débouqués. Le volume horaire de travail sera également revu à la baisse avec un système de récupération.

L'accès au logement, l'une des revendications principales des éléments des Unités républicaines de sécurité, a été également abordé par le gouvernement.

«Sur ce point, aucune mesure concrète n'a encore été prise, mais n'empêche que le gouvernement continuera à travailler pour trouver une solution et les inté-



La révolte a porté ses fruits.

grer dans le cadre des différents programmes de logements...», indiquent toujours les mêmes sources.

Enfin, il est à signaler qu'aucune date de mise en vigueur de ces décisions n'a

encore été avancée. Hier, en fin de journée, le communiqué sanctionnant la réunion interministérielle n'était pas encore rendu public.

M. M.

## ILS ONT GELÉ TOUTE ACTION DE RUE JUSQU'À FIN NOVEMBRE

## Les Patriotes attendent la réponse à leurs doléances

**La Coordination nationale des patriotes se démarque de toute manifestation de rue, elle qui attend la réponse à ses doléances d'ici la fin du mois de novembre prochain.**

Son coordinateur national qui tenait, hier dimanche, à démentir tout rassemblement ce matin à Alger, comme soutenu par un patriote se revendiquant de ladite organisation, a affirmé que la Coordination fat de l'Algérie avant tout son slogan : «Nous sommes même prêts à renoncer à nos revendications

pour l'intérêt suprême du pays», a déclaré Tarik Chekrouni, qui se définit en dehors de ceux qui ajoutent de «l'huile au feu», en allusion au contexte régional, fait de tensions à nos frontières.

Ce pourquoi, d'ailleurs, a poursuivi notre interlocuteur, il a été décidé, lors de la dernière réunion du bureau national de la Coordination, de «geler toutes les actions de rue». Une mesure qui a, cela dit, une limite puisque cette trêve court jusqu'à la fin du mois de novembre prochain, date à laquelle,

selon Chekrouni, la réponse à leurs diverses interpellations, appuyées d'une plateforme de revendications de neuf points, de la présidence de la République, du Premier ministre et du président du Conseil de la nation.

Du moins «comme il nous a été promis», a-t-il précisé, non sans s'inscrire lesdites doléances. Il s'agit, selon lui, de la prise en charge des veuves et des orphelins des patriotes, au nombre de près de 3 800, tombés les armes à la main ou décédés suite à une dépression nerveuse, une maladie chro-

nique ou autre maladie contractée lors de l'accomplissement de leur mission de sauvegarde de la République du péril intégriste.

Il est également question de la revalorisation de la pension des patriotes encore opérationnels; au nombre de près de 6 000, exerçant comme agents de sécurité, une réparation matérielle et morale et une revalorisation de la retraite pour les patriotes ayant opté pour une retraite anticipée et, enfin, la réintégration des éléments remerciés.

M. K.